

NOUVEAUX MEMBRES • le trou abyssal des finances publiques

# Régime minceur pour les Hongrois

■ En accroissant la pression fiscale sur les entreprises et les ménages, en licenciant des fonctionnaires, Budapest compte réduire de 1,5 % du PIB son déficit public.

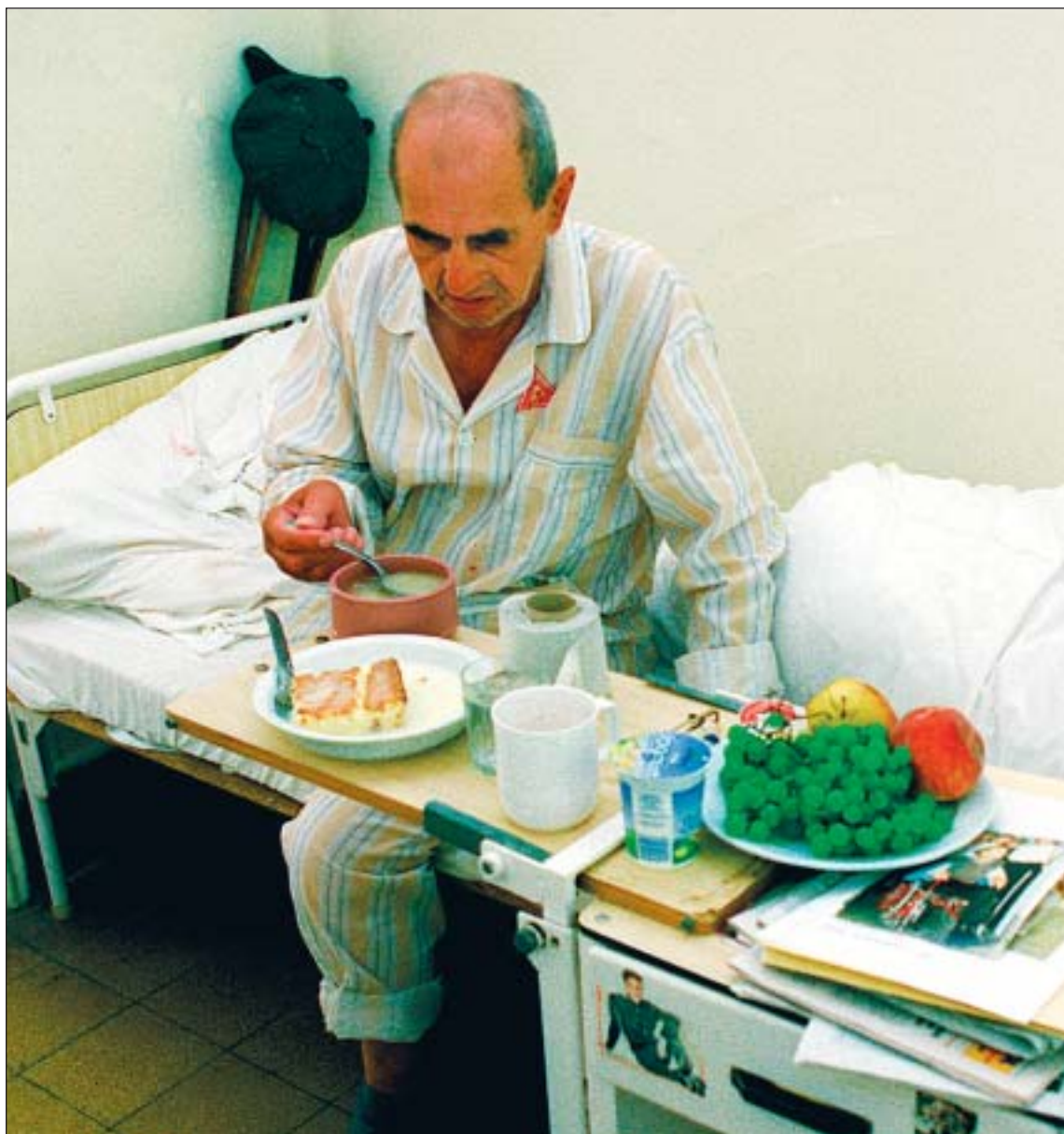
■ Mais les patrons hongrois s'inquiètent des délocalisations vers les voisins de l'Est qui font tous le pari de l'attractivité fiscale.

La Hongrie vogue décidément à contre-courant de ses voisins. À peine le Premier ministre socialiste, Ferenc Gyurcsany, avait-il prêté serment le 9 juin devant le Parlement, à la suite de sa victoire aux législatives, qu'il imposait à ses concitoyens un plan d'austérité.

Destiné à combler rapidement le trou abyssal des finances publiques – officiellement 6,1 % du PIB en 2005 mais en réalité proche de 7,5 % –, ce plan repose essentiellement sur des hausses d'impôts tous azimuts : hausse de la TVA, impôt supplémentaire sur les bénéfices et nouvelle taxe de trésorerie pour les entreprises, nouvel impôt sur les revenus élevés des particuliers... Cela, alors qu'en Europe centrale la plupart des pays ont instauré d'alléchants régimes fiscaux pour promouvoir la croissance et attirer les capitaux étrangers.

**Réussite de la « flat tax ».** Ainsi, dès 2004, la Slovaquie a instauré une taxe unique ou « flat tax » à 19 %, qui aurait largement contribué au boom des investissements étrangers ces dernières années. Depuis lors, les conservateurs ont perdu le pouvoir, mais le social-démocrate Robert Fico, vainqueur des récentes élections, a promis de maintenir un faible taux d'imposition pour les entreprises. Même engouement pour la « flat tax » en République tchèque, où le chef de la droite libérale, Mirek Topolánek, qui a remporté les élections en juin, a annoncé une baisse des charges fiscales et un taux unique d'imposition du travail et du capital à 15 %.

Dans cette course à la baisse, la Pologne n'est pas en reste puisque le gouvernement conservateur de Kazimierz Marcinkiewicz a annoncé au début de juin qu'il allait simplifier le régime fiscal. En pratique, 90 % des Polonais se verraient imposer sur le revenu à un taux unique de 18 %, une réforme destinée à encourager la création d'emplois. La Pologne affiche en effet le taux de chômage le plus élevé de l'Union



■ Les dépenses de santé atteignent 1.535 milliards de forints en 2006 (6 milliards d'euros), soit 7 % du PIB.

européenne (16,5 %). Par ailleurs, la Roumanie, qui s'apprête à rejoindre l'Union, connaît actuellement un boom des investissements grâce aux généreuses exemptions fiscales offertes aux entreprises.

Or les entreprises magyares vont, elles, subir une pression accrue en acquittant dès septembre une taxe de « solidarité » de 4 % sur leur bénéfice et, à partir de janvier 2007, une taxe de trésorerie. Les sociétés ne dégagant pas de bénéfice comptable seront soumises à un impôt forfaitaire. Par ailleurs, le taux intermédiaire de la TVA, qui concerne des produits courants (beurre, bananes), est relevé de 15 % à 20 %.

« C'est un rude coup qui risque d'amoindrir considérablement la compétitivité de la Hongrie », critique Laszlo Parragh, président de l'Association des joint-ventures. « Non seulement nos entreprises seront plus lourdement imposées, ce qui va les désavantager par rapport à leurs concurrentes des pays voisins, mais ces hausses ne sont pas accompagnées par de véritables réformes. Nous sommes d'accord pour une hausse d'impôts à condition que l'État restructure les

secteurs de la santé et de l'éducation pour remédier au déséquilibre budgétaire. »

Pourtant, le gouvernement de Ferenc Gyurcsany ne nie pas la nécessité de telles réformes (voir ci-dessous). Mais, dans l'immédiat, sa cure d'austérité fiscale inquiète les entrepreneurs hongrois. Peu après la présentation du plan d'austérité au Parlement, le gouvernement a affronté le patronat et les syndicats lors d'une réunion houleuse. Les patrons ayant averti que les entreprises risquaient de voter avec leurs pieds et de se délocaliser, le Premier ministre leur a répondu : « Vous n'avez qu'à partir en Slovaquie ! »

**Des lacunes.** Reste que ce plan d'urgence, assorti d'une suppression de 12.500 postes de fonctionnaires, permettra de réduire le déficit de 350 milliards de forints (1,32 milliard d'euros) dès cette année, soit 1,5 % du PIB. Pour Laszlo Csaba, professeur à l'université d'Europe centrale, la hausse de la fiscalité n'est pas suffisante pour éroder la compétitivité du pays. Et de juger le plan positif : « Après avoir tergiversé pendant deux ans, le gou-

vernement est enfin passé à l'action sur la base d'un diagnostic précis. »

Le plan pêche toutefois par ses lacunes : « L'État réduit de 200 millions de forints ses subventions énergétiques, ce qui entraîne une hausse du prix du gaz et de l'électricité ; mais le gouvernement a annoncé qu'il verserait des compensations sans en préciser le montant. » Pour Laszlo Csaba, « la racine du mal, c'est un État qui continue à soutenir des entreprises publiques lourdement déficitaires comme les chemins de fer ou les lignes aériennes hongroises ».

Attila Mong, rédacteur en chef du magazine économique *Manager* juge que « cette cure s'appuie trop sur des rentrées fiscales et pas assez sur la réduction des dépenses de l'État. On supprime quelques milliers de postes dans l'administration centrale, au lieu de s'attaquer aux emplois pléthoriques dans la santé et l'éducation où travaillent près de 800.000 fonctionnaires... Comme en France, le nombre d'élèves diminue. Aussi la Hongrie devrait réduire le nombre de ses écoles et regrouper certaines universités. Mais ce genre de mesures n'est guère populaire... »

Tania Fischer, à Budapest

## L'urgence d'une réforme de la santé

Cela fait des années que l'économiste Péter Mihályi pointe du doigt le principal responsable du déficit budgétaire : l'assurance sociale. Le gouvernement semble l'avoir entendu puisqu'un comité de travail commencera à plancher dès le mois de septembre sur la question. Doté d'un mandat de deux ans, présidé par le Premier ministre, il doit élaborer un programme et des projets de lois pour réformer le système.

La santé publique est le talon d'Achille de l'économie hongroise : aujourd'hui, il n'y a plus de lien entre le cotisant et le bénéficiaire. Ainsi, les retraités ne paient pas de contributions sociales – les retraites sont calculées sur le revenu net, un système qui n'a pas été modifié depuis 1988. Par ailleurs, quelque 800.000 petits fermiers ont un numéro d'immatriculation datant du temps où ils étaient employés par la coopérative socialiste agricole. Mais ce temps est révolu, et ils ne cotisent plus à la Sécurité sociale... « Le système de santé n'est pas vraiment financé par les cotisations sociales : c'est le chaos. Entre 4 % et 5 % du déficit des finances publiques provient du déséquilibre de l'assurance-maladie et vieillesse », affirme Péter Mihályi dans un ouvrage qui vient de paraître (\*). À elles seules, les dépenses de santé atteignent 1.535 milliards de forints en 2006 (6 milliards d'euros), soit 7 % du PIB. Et le déficit atteint 300 milliards de forints, soit 20 % des dépenses du secteur et 1,36 % du PIB. Si l'État a décidé de prendre à sa charge, pour l'année 2006, les contributions manquantes des retraités et des agriculteurs afin de redresser les comptes de la Sécu, cela ne saurait tenir lieu de réformes : c'est déshabiller Pierre pour habiller Paul. D'où la restructuration nécessaire de l'assurance-maladie, qui passe notamment par la fin du monopole de l'État et l'ouverture du marché aux assurances privées. Les Hongrois seraient libres de cotiser à la Sécurité sociale ou à une mutuelle de leur choix. Un projet de loi pourrait être présenté au Parlement d'ici à la fin de l'année mais, pour qu'il soit voté, Ferenc Gyurcsany devra vaincre les résistances, non pas de son allié dans la coalition (le Parti libéral), d'accord avec les réformes, mais celles des dinosaures de son propre parti (socialiste), réfractaires à tout changement.

T. F.

(\*) « Double Bond », P. Mihályi, I. Csillag, édition anglaise, Budapest, Globális Tudás Alapítvány.